

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TSI- Traitements de Surfaces Industriels

Rue Fernand Leger - ZI du Breuil
18400 Saint-Florent-Sur-Cher

Références : -
Code AIOT : 0010000046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement TSI- Traitements de Surfaces Industriels implanté Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 Saint-Florent-sur-Cher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSI- Traitements de Surfaces Industriels
- Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 Saint-Florent-sur-Cher
- Code AIOT : 0010000046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situation administrative :

- Arrêté Préfectoral du 22/02/90, modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 16/02/04 portant prescriptions particulières pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, autorisant la société TSI à exploiter un atelier de galvanoplastie;
- Récépissé de déclaration du 13/03/06 pour l'emploi de matières abrasives.

Classement ICPE (situation autorisée) :

- 2565 : régime de l'enregistrement avec une capacité totale de bains de traitement de surface de 8 180 l ;
- 2575 : régime de la déclaration avec une puissance totale de machines pour l'emploi de matières abrasives de 54 kW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-75-1 et R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Usage futur	Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-39-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Prescription contrôlée : Article R. 512-39-1 I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...] Article R. 512-74

[...]

II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Constats :

Le bâtiment abritant l'installation de traitement de surface a été partiellement détruit par l'incendie du 28/08/18. Plusieurs visites d'inspection diligentées avant cet incendie ont permis de constater que l'installation relevait du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 du fait d'une capacité totale des cuves de traitement supérieure à celle autorisée au titre de la rubrique 2565 et au seuil du régime de l'autorisation. La situation administrative n'a jamais été régularisée par l'exploitant malgré les diverses sanctions administratives prises par le préfet à son encontre.

Lors des visites d'inspection du 29/11/22 et du 15/11/23, il a été constaté qu'aucune activité relevant des ICPE n'était exercée sur le site. En particulier, l'installation de traitement de surface relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 n'a pas été remise en service depuis l'incendie du 28/08/18.

En outre, par jugement rendu le 31/01/25 par le tribunal de commerce de Bourges, la société TSI a été placée en procédure de liquidation judiciaire.

L'arrêté d'autorisation pris au titre de la rubrique 3260 et la déclaration prise au titre de la rubrique 2575 ont cessé de produire effet.

Lors de la visite d'inspection du 16/02/26, l'exploitant confirme ne plus exercer les activités précitées.

Constat : l'exploitant n'a pas notifié au préfet la cessation d'activité relative à la mise à l'arrêt définitive des ICPE relevant du régime de l'autorisation (rubrique 3260) et de la déclaration (2575).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-75-1 et R.512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Article R. 512-75-1

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation

d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

[...]

Article R.512-39-1

[...]

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 16/02/26, l'exploitant déclare que l'alimentation électrique est coupée et que les bâtiments ne sont pas alimentés par le gaz naturel.

Sur le terrain, l'inspection constate notamment la présence de :

1/ à l'extérieur :

- six pneumatiques ;
- des tas de composants, pièces ou équipements en plastique ou en métal qui sont éparpillés sur une grande partie du site, dont plusieurs cuves et vingt-deux GRV, vides ou contenant de l'eau de pluie selon l'exploitant ;
- une dizaine de cuves de traitement vides ou contenant de l'eau de pluie ;

2/ à l'intérieur du bâtiment principal (partie non détruite par l'incendie) :

- une chaîne de traitement de surface composée d'une dizaine de cuves dont certaines contiennent du liquide : l'exploitant déclare qu'il s'agit de produits de traitement mais il n'est pas en mesure d'en donner la nature ;
- les cinq cuves de la station de traitement des effluents aqueux, vides selon l'exploitant ;
- une dizaine de bidons et quatre GRV contenant des produits chimiques ;
- des tas de composants, pièces ou équipements en plastique ou en métal ;

3/ à l'intérieur du bâtiment secondaire ;

- deux cabines de sablage ;
- des tas de composants, pièces ou équipements en plastique ou en métal.

Le site est clôturé et les portes d'accès aux bâtiments sont verrouillées.

Constat : l'exploitant n'a pas évacué les produits dangereux et les déchets et n'a pas transmis l'ATTES SECUR relative à la mise en sécurité des ICPE relevant des rubriques 3260 et 2575.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/02/2026, article R.512-39-2

Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Article R512-39-2

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur

<p>la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas engagé de procédure de cessation d'activité.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas adressé au propriétaire du terrain et à l'autorité compétente en matière d'urbanisme ses propositions sur l'usage futur du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>